

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

26^{ème} année - N°5134 - Jeudi 04 Juin 2026 - Prix : 200 Fc

ÉTAT DE SANTÉ DE SAMBI :

La classe politique divisée sur une possible évacuation



FahmFahmi Said Ibrahim.



Houmed Msaidie.

ANNONCE IMMOBILIERE

Particulier vend 5 parcelles de terrain immatriculées aux Comores.

Mitsamiouli Iralédjou à 4 min à pied de la plage de Maloudja :
541m² - 49€/m²

Mitsamiouli Galawa à 200m du NAYA LODGE, à 2 min à pied de la plage de Galawa beach :
1.500m² - 60€/m²

Dzahani la Tsidje dans les hauteurs de Moroni et vue panoramique sur l'océan.
-> 1.200m² - 49€/m² / -> 2.492m² - 49€/m²

Mohéli Nioumachoua en face des Îlots classés au patrimoine mondial et mitoyenne du Laka-Lodge :
4.000m² - 49€/m²

Contact whatsapp : +269 333 21 02

17 Dhul-Hedja 1447
Prières aux heures officielles
Du 1er au 05 Juin 2026

Lever du soleil:

06h 21mn

Coucher du soleil:

17h 49mn

Fadjr : 05h 09mn

Dhouhr : 12h 09mn

Ansr : 15h 04mn

Maghrib : 17h 52mn

Incha: 19h 06mn



ASSURANCE INCLUSIVE :

Un levier pour renforcer la résilience des Comores

Face à la multiplication des risques climatiques et aux vulnérabilités économiques qui affectent les populations, le développement de mécanismes de protection financière adaptés devient une priorité. C'est dans cette perspective que le PNUD, à travers son initiative Insurance and Risk Finance Facility (IRFF), a organisé une formation stratégique sur l'assurance inclusive à Mitsamiouli. Cette activité a réuni des représentants du secteur public, des compagnies d'assurance, des institutions de microfinance, des banques et des partenaires techniques afin de renforcer les capacités nationales dans ce domaine.

L'objectif était de promouvoir une meilleure compréhension des mécanismes de l'assurance inclusive et de leur rôle dans le renforcement de la résilience des ménages, des entreprises et des institutions face aux chocs économiques et climatiques. Alors que les Comores demeurent particulièrement exposées aux catastrophes naturelles, aux sécheresses, aux inondations et aux perturbations économiques, l'assurance constitue un outil de plus en plus important pour protéger les moyens de subsistance et soutenir

le développement durable. La formation s'est déroulée en deux phases complémentaires. La première, a été consacrée à la formation de formateurs. Des experts nationaux ont été renforcés sur les aspects techniques et pédagogiques de l'assurance inclusive afin qu'ils puissent à leur tour transmettre les connaissances acquises et contribuer au développement d'une expertise locale durable. Les participants ont approfondi plusieurs thématiques clés, notamment l'approche centrée sur le client, la gestion du changement et les principes de l'assurance responsable. Cette démarche vise à réduire la dépendance du pays à l'expertise internationale tout en favorisant l'émergence d'un réseau national de spécialistes capables d'accompagner les réformes du secteur.

Pour Dini Mmadi, responsable conformité à la Meck Moroni et l'un des formateurs, l'un des principaux enseignements de cette session réside dans la notion de « centricité client ». Selon lui, les produits et services financiers doivent être conçus à partir des besoins réels des populations, en tenant compte de leur situation économique et de leurs capacités financières. Cette approche permet de développer des solutions plus adaptées et plus accessibles aux personnes qui restent encore large-



ment exclues des mécanismes traditionnels de protection financière. La seconde phase, a rassemblé un large éventail d'acteurs du secteur financier et institutionnel. Les participants ont travaillé sur des aspects pratiques liés au développement de produits inclusifs, à la gestion des polices et des sinistres, ainsi qu'à l'intégration de services à valeur ajoutée destinés à mieux répondre aux besoins des populations vulnérables. Les échanges ont également permis d'explorer les opportunités offertes par les solutions innovantes de financement et de gestion des risques, notamment les assurances individuelles et paramétriques.

Miranda Leduc, cheffe du ser-

vice Santé à AFG Assurance, estime que cette expérience lui a permis de mieux comprendre l'importance de l'écoute des clients et de l'identification de leurs besoins réels. Selon elle, cette approche constitue une condition essentielle pour développer des produits capables d'atteindre les populations les plus vulnérables. De son côté, Abdou Ben Mouslim, gestionnaire de sinistres et conseiller technique à Amana Assurance, considère que les compétences acquises permettront aux compagnies d'assurance de toucher un public plus large et de renforcer la confiance entre assureurs et assurés grâce à une meilleure sensibilisation et une communication plus

efficace.

La formation a également mis en évidence le potentiel des mécanismes innovants de financement des risques dans la gestion des catastrophes. Pour Wahidat Said Mouigni, agente à la Direction Générale de la Sécurité Civile (DGSC) chargée des questions de genre et d'inclusion, la découverte des mécanismes d'assurance paramétrique a permis d'adopter une nouvelle vision de la gestion des crises, davantage axée sur l'anticipation et la préparation. Ces instruments permettent de mobiliser rapidement des ressources financières lorsque certains seuils de risque sont atteints, renforçant ainsi la capacité des institutions à intervenir efficacement en cas de catastrophe.

Au-delà du renforcement des compétences individuelles, cette initiative a favorisé un dialogue entre les différentes parties prenantes du secteur. Les participants ont souligné la nécessité de poursuivre les efforts visant à développer des produits adaptés au contexte comorien, à intégrer l'assurance inclusive dans les politiques publiques de résilience et à renforcer la sensibilisation des populations aux mécanismes de protection financière.

Hamdi Abdillahi Rahilie

DÉVELOPPEMENT :

Le Bureau géologique inaugure ses nouveaux laboratoires

Le Bureau géologique a inauguré ses nouveaux laboratoires de géologie, géochimie et géophysique ce lundi 1er juin. En présence du représentant résident du PNUD Luca Monge Roffarello, l'équipe dirigée par Nakib Ali Mhoumadi, directeur général du BGC a présenté les

nouveaux équipements devant le public présent.

Le bureau géologique des Comores (BGC) a accueilli ce lundi 1er juin 2026 une délégation des Nations Unies conduite par Luka Monge, Représentant résident du PNUD

aux Comores. Cet événement s'est déroulé dans les locaux du BGC, où de nouveaux laboratoires de géologie, géochimie et géophysique viennent d'être installés grâce à un financement du Fonds pour l'Environnement Mondial (GEF) via le PNUD. Durant la cérémonie, le directeur général du

BGC, Nakib Ali Mhoumadi, a souligné l'importance de ces infrastructures modernes. « Ces laboratoires équipés marquent une avancée prometteuse. Ils permettront de mieux comprendre le sous-sol comorien, d'accompagner les projets de développement et de valoriser durablement nos ressources naturelles. C'est un espace qui servira directement aux recherches en renforçant notre autonomie et nos capacités », dit-il.

Au delà de la dimension scientifique, l'installation de ces laboratoires et l'expertise accordée ouvre des perspectives pour l'économie nationale. La maîtrise des données géologiques, géochimique et géophysiques pourrait favoriser l'émergence de filières locales dans l'exploration du sous-sol comorien, la gestion des risques naturels et la valorisation de nos ressources. De son côté, le Représentant résident du PNUD, Luca Monge Roffarello, a encore rappelé son engagement au service du développement durable, pour lui, la mise en place de ces laboratoires servira à renforcer la résilience économique et environ-

nementale du pays, tout en favorisant une gestion durable des ressources naturelles. Et selon le PNUD, c'est une contribution concrète au développement des connaissances sur les ressources naturelles du pays et à la promotion d'un développement durable au bénéfice des populations.

Ces laboratoires sont susceptibles de créer des emplois, de stimuler la formation des jeunes chercheurs et de renforcer l'attractivité des Comores pour les investisseurs dans plusieurs secteurs. Une visite des lieux a permis aux équipes du BGC de présenter les équipements et les perspectives de recherche qu'ils œuvrent, notamment dans les domaines de l'exploration minière, de la géophysique appliquée et de la gestion des risques naturels. Cette volonté illustre que le bureau géologique et ses partenaires comme le PNUD placent la science au service du développement, dans un contexte où la connaissance du sous-sol devient un enjeu stratégique pour l'avenir du pays.

Aticki Ahmed Ismael



ÉTAT DE SANTÉ DE SAMBI :

La classe politique divisée sur une possible évacuation

La santé de l'ancien président Ahmed Abdallah Mohamed Sambi et la question de son éventuelle évacuation sanitaire continue de défier la chronique et alimente le débat public entre acteurs politiques, sur fond d'appel à la réconciliation nationale. L'avocat Me Fahmi Saïd Ibrahim a plaidé pour une décision politique permettant son transfert à l'étranger, tandis que le conseiller spécial du Chef de l'Etat, Houmed Msaidie, lui oppose ce qu'il appelle un cadre légal strict entourant la prise en charge des détenus.

Dans un contexte politique toujours marqué par les divisions depuis la condamnation à perpétuité de l'ancien chef d'Etat, la question de sa santé revient avec insistance dans le débat public.

Plusieurs voix estiment que son maintien en détention compromet sa santé et les perspectives de réconciliation nationale, tandis que le pouvoir insiste sur le respect des procédures judiciaires. Dans son intervention, Me Fahmi a exprimé son inquiétude face à l'état de santé de l'ancien président et a appelé à un geste fort des autorités. « Ce qui nous préoccupe aujourd'hui, c'est la santé de l'ancien président Ahmed Abdallah Mohamed Sambi. Nous souhaitons contribuer à son évacuation pour qu'il puisse se soigner », a-t-il déclaré.

L'avocat et homme politique a également inscrit cette démarche dans une dynamique plus large de cohésion nationale. « Nous voulions faire la paix nationale et rapprocher nos îles. Il est essentiel que le président Azali Assoumani comprenne

que les divisions actuelles ne sont pas bénéfiques pour notre pays. Quels que soient les différends passés, nous devons trouver une solution pour l'avenir des Comores. » Évoquant le mandat en cours du chef de l'Etat, il a poursuivi : « Il reste encore trois années au président pour agir. Ce temps devrait être mis à profit pour reconstruire l'unité nationale. C'est pourquoi nous plaçons pour que l'ancien président Sambi puisse être autorisé à voyager afin de se soigner. » Me Fahmi a par ailleurs insisté sur la dimension humaine du dossier. « Je suis convaincu que l'ancien président est capable de pardon. C'est un homme de foi et de patience. » Avant de lancer un appel direct au chef de l'Etat : « Monsieur le président, utilisez le pouvoir que vous confère la Constitution. Une réconciliation véritable paraît difficile tant que certaines

figures politiques restent en détention. »

En réponse, le conseiller spécial du président, Houmed Msaidie, a tenu à rappeler les principes juridiques en vigueur. « Il n'y a pas de traitement d'exception, un détenu reste un détenu aux yeux de la loi. Lorsqu'il est malade, il bénéficie d'une prise en charge médicale appropriée », a-t-il affirmé. Il a toutefois précisé les limites de cette prise en charge. « Les personnes incarcérées sont soignées dans les structures médicales nationales. Elles ne peuvent être transférées à l'étranger que si les médecins constatent une impossibilité de traitement sur place et que la justice en décide ainsi. » Le conseiller a également insisté sur la nécessité d'une expertise médicale collégiale. « Une décision d'évacuation ne peut reposer sur un seul avis

médical. Plusieurs spécialistes doivent établir que les soins ne peuvent être assurés dans le pays. À ce stade, cette situation ne semble pas avérée. »

Houmed Msaidie a souligné que le dossier de l'ancien président relevait exclusivement de la justice. « L'ancien président Sambi est détenu à la suite d'une décision judiciaire. La même justice qui a fonctionné sous différents régimes a statué sur son cas. Toute évolution doit donc s'inscrire dans ce cadre. » Ces prises de position illustrent les tensions persistantes entre impératifs humanitaires, exigences judiciaires et enjeux politiques, dans un pays où la question de la réconciliation nationale reste plus que jamais d'actualité.

Mohamed Ali Nasra

AFFAIRE NAICHA :

Plus de dix personnes déjà auditionnées par le juge d'instruction

Plusieurs semaines après la découverte du corps calciné de Naicha Abdou M'madi, l'enquête judiciaire se poursuit. Plus d'une dizaine de personnes ont déjà été entendues par le juge d'instruction et placées sous mandat de dépôt, tandis que de nouvelles auditions sont attendues. Les principaux suspects, Fahami Ibrahim et Attoumani Abdourahmane, n'ont pas encore été convoqués par le magistrat instructeur, selon l'avocat de la partie civile.

L'instruction se poursuit plusieurs semaines après la découverte du corps de Naicha Abdou M'madi. Selon l'avocat de la partie civile, Me Mouhseine Salim Ahmed, plus d'une dizaine de personnes ont déjà

été entendues par le juge d'instruction. Toutes les personnes auditionnées ont été placées sous mandat de dépôt. D'autres auditions devraient avoir lieu dans les prochains jours. Dans le cadre de l'enquête, une commission rogatoire a été exécutée. Cette procédure permet au magistrat instructeur de déléguer certains actes d'enquête, notamment des auditions complémentaires, des perquisitions ou encore des vérifications destinées à recueillir des éléments de preuve utiles à la manifestation de la vérité. Trois personnes retiennent particulièrement l'attention des enquêteurs. Parmi elles figure un suspect qui aurait choisi de garder le silence lors de son audition devant le juge d'instruction, refusant de répondre aux questions portant sur les faits

qui lui sont reprochés.

Selon Me Mouhseine Salim Ahmed, aucune date n'a encore été fixée pour l'audition de Fahami Ibrahim et d'Attoumani Abdourahmane devant le magistrat instructeur. Ces deux hommes, considérés comme les principaux mis en cause dans le dossier, occupent une place centrale dans l'enquête. Leur audition devrait permettre d'éclaircir les circonstances exactes du meurtre et d'établir l'éventuelle préméditation des faits. L'avocat de la partie civile précise que les investigations portent notamment sur les relations entre les suspects et la victime, ainsi que sur l'environnement familial de cette dernière. Ces éléments sont jugés essentiels pour comprendre le contexte du crime et déterminer le

mobile retenu par l'enquête. D'après les éléments actuellement versés au dossier, un troisième suspect aurait été identifié comme complice présumé. Selon Me Mouhseine, celui-ci demeure silencieux et ne coopère pas avec les enquêteurs.

« La procédure avance très bien », souligne l'avocat, se disant confiant quant à l'issue du dossier. Il estime que les faits reprochés sont d'une extrême gravité et que la justice devra se prononcer en conséquence. Pour rappel, Fahami Ibrahim et Attoumani Abdourahmane sont poursuivis dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Naicha Abdou M'madi, âgée de 22 ans et originaire de Fombouni. Disparue le 19 mai, la jeune femme a été retrouvée morte

quatre jours plus tard, son corps ayant été calciné. Selon les premiers éléments de l'enquête, les suspects l'auraient tuée après avoir reçu d'elle la somme de 135 000 francs comoriens destinée à l'achat d'un ordinateur portable qui n'aurait jamais été commandé. Cette affaire a provoqué une vive émotion à Fombouni ainsi que dans l'ensemble du pays, en raison de la brutalité du crime et du jeune âge de la victime. La famille de Naicha attend désormais que l'instruction aboutisse à un procès permettant d'établir toutes les responsabilités et de rendre justice à la jeune femme.

El-Aniou Fatima

SANTÉ PUBLIQUE :

Des journalistes mobilisés contre le diabète

Du 1er au 4 juin, l'ONG Santé Diabète forme une vingtaine de professionnels des médias de Ngazidja, Ndzuani et Mwali. L'objectif est d'apprendre à parler du diabète autrement, avec des angles concrets, des solutions et des voix de terrain, pour faire de l'information un levier de prévention.

La salle de conférence avait des airs de rédaction. Stylos, micros et téléphones en main, 25 journalistes de la presse écrite, de la radio, de la télévision et des web médias planchaient sur un même thème : le diabète. Cette formation lancée lundi dernier par l'ONG Santé Diabète après plusieurs sessions ultérieures en ligne, contient un programme hybride théorique de quatre jours, suivi de plusieurs travaux pratiques sur terrain. Aux Comores, la prévalence (estimée à 10,8% de la population en 2024) du diabète progresse, portée par la sédentarité, la transforma-

tion des habitudes alimentaires et le dépistage tardif. Face à ce défi de santé publique, l'information est un premier rempart. Objectif de cette initiative : constituer un réseau de professionnels des médias capable de traiter la maladie de façon concrète et utile, loin du sensationnalisme.

La première journée a posé les bases. Après un pré-test, la formatrice Stéphany Gardier, journaliste scientifique, a rappelé quelques fondamentaux du journalisme

santé. A savoir, comment travailler un micro-sujet pour le rendre pertinent, comment resserrer un angle pour qu'il parle au quotidien des Comoriens, et comment éviter l'effet anxigène puis privilégier le journalisme de solutions. "Faire comprendre, sensibiliser le public et alerter sans paniquer", a-t-elle insisté. Il s'agit de créer l'actualité en dehors des journées officielles, pour que le diabète ne soit pas un sujet d'un jour. Mardi, place au terrain. Quatre groupes ont sillonné pour

investigation. Au CHRI de Sambakouni, à la rencontre des patients hospitalisés pour complications, qui racontaient le coût du transport, les ruptures d'insuline et le poids du suivi. À la clinique du Dr Junior, endocrinologue-diabéto-logue, à Moroni, l'accent a été mis sur le dépistage précoce et l'éducation thérapeutique. À la Maison de la prévention, des agents de santé communautaire ont détaillé leur travail de proximité dans les quartiers, les établissements hospitaliers et surtout l'accompagnement auprès des diabétiques. Et pour finir, au siège de Santé Diabète, des patients pairs éducateurs, des paramédicaux et des coordinateurs de projets ont expliqué l'accompagnement au long cours.

Pour l'occasion, le chargé de communication de l'OMS Comores, Ben Charafaïne Abdillahi, invité pour un éclairage technique, a rappelé l'importance de messages simples et vérifiés, à savoir : bouger chaque jour, manger équilibré,

connaître son taux de glycémie, consulter régulièrement. Il a également souligné l'importance des journalistes et l'impact qu'ils peuvent avoir à influencer les politiques publiques. Mercredi et jeudi seront consacrés à l'exploitation des contenus : écriture, montage, adaptation pour chaque support, avec un retour d'expérience collectif avant la remise des certificats. L'ambition est de faire émerger des productions en français et en shikomori, accessibles, qui donnent la parole aux patients et à leurs familles.

En fin de formation, les participants devront comprendre que parler du diabète, ce n'est pas seulement aligner des statistiques et alerter du danger. C'est en l'occurrence, donner des repères pour prévenir, et montrer qu'avec une bonne hygiène de vie, un suivi médical régulier et un entourage informé, on peut vivre presque normalement malgré la maladie.

Hamdi Abdillahi Rahilie



TOURISME :

Une nouvelle génération en formation

Le ministère du Tourisme, avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), a officiellement lancé le 2 juin à Mohéli, un programme de formation aux métiers du tourisme et de l'hôtellerie. Une initiative qui vise à renforcer les compétences des jeunes, améliorer la qualité des services touristiques et préparer l'île à relever les défis d'un secteur en pleine expansion.

Le mardi 2 juin, Mohéli a posé un jalon majeur dans sa stratégie de développement touristique avec le lancement officiel des formations aux métiers du tourisme et de l'hôtellerie. Portée par le ministère du Tourisme avec l'appui technique et financier de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), cette initiative ambitionne de renforcer les compétences locales et de structurer durablement un secteur considéré

comme l'un des moteurs potentiels de l'économie de l'île. Dotée d'un patrimoine naturel exceptionnel, entre biodiversité préservée, richesses marines et paysages authentiques, Mohéli dispose d'atouts majeurs pour attirer davantage de visiteurs. Cependant, le manque de personnel qualifié demeure un obstacle important au développement du secteur. Ce programme de formation entend répondre à cette problématique en préparant une nouvelle génération de professionnels capables d'offrir des services répondant aux exigences du marché touristique.

D'une durée de six mois, la formation couvre plusieurs domaines essentiels de la chaîne touristique, notamment l'hôtellerie, la restauration, la cuisine professionnelle, le marketing touristique et le guidage. Les participants bénéficieront d'un

enseignement combinant cours théoriques, ateliers pratiques et immersions sur le terrain afin d'acquérir des compétences directement applicables dans leur future activité professionnelle. Lors de la cérémonie de lancement, le directeur régional du Tourisme et de l'Artisanat, Toioulou Madi Bamdou, a souligné l'importance de ce projet pour la jeunesse mohélienne. Selon lui, cette formation constitue une réponse concrète aux défis de l'emploi tout en représentant un investissement stratégique pour l'avenir du tourisme dans l'île.

Il a également annoncé l'intégration de deux modules spécialisés consacrés au guidage en randonnée maritime et au guidage en plongée sous-marine. Ces formations spécifiques s'inscrivent dans les ambitions nationales liées aux Jeux des Îles de l'océan Indien de 2027 et visent à renforcer l'attractivité des



Comores sur le marché du tourisme écologique et sportif. Du côté des bénéficiaires, l'enthousiasme est manifeste. Plusieurs participants ont salué une opportunité unique d'acquérir de nouvelles compétences et de favoriser leur insertion professionnelle. Razanafi Madi Bacar a notamment estimé que la formation pourrait constituer un véritable tremplin pour les jeunes souhaitant contribuer activement au développement de Mohéli. Au-delà de l'ap-

prentissage, cette initiative s'inscrit dans une vision plus large de développement durable. Elle entend promouvoir un tourisme responsable, créateur d'emplois et de richesses, tout en préservant les ressources naturelles qui font la renommée de l'île. Une démarche qui place la jeunesse au cœur de l'avenir touristique de Mohéli.

Riwad

CONTRÔLE ET QUALITÉ DE CONSTRUCTION :

Le LNTPB engage une vaste campagne de sensibilisation

Le Laboratoire national des travaux publics et du bâtiment (LNTPB) a lancé, mardi 2 juin dernier à Moroni, une campagne de sensibilisation qui se poursuivra jusqu'au mois de décembre. À travers cette initiative, l'institution entend mieux faire connaître ses missions et son rôle dans le contrôle de la qualité des matériaux et de construction dans le pays. Le lancement de la campagne a été marqué par un point de presse tenu en présence de plusieurs responsables du laboratoire.

À l'origine de cette initiative, un constat partagé par les responsables du laboratoire : une grande partie de la population connaît encore peu les missions du LNTPB, pourtant central dans les projets de construction, qu'il s'agisse de logements privés ou d'infrastructures publiques. Le directeur Général Adjoint (DGA), Abdjad

Youssef, a expliqué que cette campagne s'inscrit dans le plan de travail annuel de l'institution. « L'un de nos objectifs est de sensibiliser l'ensemble des citoyens comoriens afin de leur expliquer ce qu'est le LNTPB, ses missions et le rôle que nous jouons dans les travaux de construction du pays », a-t-il indiqué. Selon lui, cette démarche vise également à accompagner les particuliers et les entreprises pour garantir des ouvrages conformes aux normes. « Il n'y aura pas de construction de qualité aux Comores sans l'accompagnement du LNTPB », a-t-il ajouté, soulignant l'importance de faire connaître les services proposés par le laboratoire.

Dans le cadre de cette campagne, plusieurs actions sont prévues, notamment des interventions sur des plateaux médiatiques, des rencontres de proximité avec les citoyens ainsi que des descentes sur le terrain. L'objectif est de créer un lien direct avec la population et de

rendre les missions du LNTPB plus accessibles. De son côté, le directeur des ressources humaines (DRH), Izdine Ahamada, a rappelé que le LNTPB est régi par le décret n°13-119/PR du 15 novembre 2013. Il a précisé que l'institution a pour rôle principal de garantir la qualité géotechnique des constructions, d'analyser et de certifier les matériaux tels que le fer, le béton ou le ciment, ainsi que de contrôler les grands chantiers et les infrastructures publiques.

« Le LNTPB est la seule structu-

re nationale habilitée à assurer le suivi de la qualité des travaux de bâtiment dans le pays », a-t-il affirmé, ajoutant que le laboratoire intervient également dans le contrôle des routes, des ports et des aéroports. Face à une demande croissante d'informations de la part des citoyens, le LNTPB entend renforcer sa visibilité à travers cette campagne. Celle-ci s'inscrit également dans la dynamique du Plan Comores Émergent à l'horizon 2030, dans lequel l'institution joue un rôle technique important. Le pro-

gramme prévoit en outre des rencontres avec les membres du gouvernement, les responsables d'administrations publiques, ainsi que des actions de sensibilisation dans les préfectures, les communes et les universités. Une journée porte ouverte est également annoncée. Elle permettra au public de découvrir les équipements, les compétences techniques et les capacités du laboratoire.

Mohamed Ali Nasra



AVIS DE PUBLICATION



Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) aux Comores informe le public qu'il a lancé un appel d'offres pour la réalisation des travaux de construction de la Direction régionale de la sécurité civile de Mohéli.

Le dossier d'appel d'offres est disponible sur les plateformes officielles suivantes :

- Procurement Notice : https://procurement-notices.undp.org/view_negotiation.cfm?nego_id=45366

- UNGM: <https://www.ungm.org/UNUser/Notice/300471>

Le dossier complet ainsi que les instructions y afférentes peuvent être téléchargés via les liens ci-dessus.

Toutes les demandes d'informations doivent être adressées :

- À l'adresse de messagerie Quantum pour les prestataires déjà inscrits sur la plateforme,
- Ou à achats.km@undp.org pour les autres prestataires.

Une conférence préparatoire, suivie d'une visite du site, se tiendra le 20 mai 2026 à 10h00 (GMT+3) dans la salle de conférence de l'hôtel

Faradel à Fomboni/Mohéli, avec possibilité de participation en ligne.

Lien de participation en ligne : <https://teams.microsoft.com/meet/352623117518681?p=NbhOqGX4xeAr6ozNx7>

ID de réunion : 352 623 117 518 681 - Code secret : Lu3jn7ke

Les entreprises intéressées sont invitées à confirmer leur participation par courriel à achats.km@undp.org

Les offres doivent être soumises exclusivement en ligne via le système Quantum du PNUD, à l'adresse suivante : <https://supplier.quantum.partneragencies.org>, au plus tard le 10 juin 2026 à 14h00 des Comores (GMT + 3).

- Référence de l'appel d'offres : ITB UNDP-COM-00215

Veillez accuser réception du dossier d'appel d'offres en utilisant la fonction « Accepter l'invitation » sur Quantum. Cela vous permettra de recevoir toute modification ou mise à jour concernant l'appel d'offres.

Le deuxième Comité de pilotage du projet Shawiri s'est tenu le 1er juin à l'hôtel Retaj de Moroni. Cette rencontre avait pour objectif de dresser le bilan des activités réalisées au cours de l'année écoulée et d'examiner son plan d'action 2026-2027, dont l'objectif principal est de renforcer la protection et la participation des femmes, des jeunes et de la société civile. Selon les participants, les résultats obtenus sont encourageants et témoignent de l'engagement de l'ensemble des partenaires.

Alors qu'il reste moins d'un an avant la clôture du projet, les partenaires souhaitent obtenir des résultats concrets et durables d'ici son achèvement. Les prochains mois s'annoncent donc décisifs. C'est dans cette perspective que les partenaires techniques et financiers se sont réunis lors de ce deuxième Comité de pilotage afin d'examiner non seulement les résultats déjà atteints, mais aussi les obstacles susceptibles de freiner la bonne exécution du projet, en vue de rectifier le tir. Le chargé d'affaires du bureau de l'Union européenne à Moroni, Pavlos Evangelidis, a salué le travail remarquable accompli par l'ensemble du consortium. « Les résultats

SOCIÉTÉ

Le projet Shawiri présente le bilan de ses activités



présentés démontrent des progrès significatifs sur la quasi-totalité des objectifs du projet, ainsi qu'une bonne exécution budgétaire. Je félicite l'ensemble des équipes pour leur implication, leur professionnalisme et leur capacité à travailler main dans la main avec les organisations de la société civile et les ministères partenaires », a-t-il déclaré.

Il a également salué l'engagement des organisations de la société civile, véritables chevilles ouvrières du projet sur le terrain grâce à leur action directe auprès des communautés. Par ailleurs, il a félicité le ministère du Genre pour la mise en

place du « Groupe Thématique Genre ». Selon lui, cette initiative a permis de créer une véritable dynamique au sein de la société civile autour des questions d'égalité et de lutte contre les violences. « Nous souhaitons continuer à accompagner cette dynamique autant que possible durant le temps restant. Je me réjouis également que cette recommandation, formulée lors du comité de septembre dernier, ait été suivie d'effet », a-t-il souligné. Il a ensuite encouragé le ministère de la Jeunesse à poursuivre sa mobilisation concernant le dossier du Conseil national de la jeunesse comorienne. « Ce dos-

sier est engagé depuis le lancement du projet et s'inscrit pleinement dans les priorités du gouvernement. Il serait regrettable qu'il demeure inachevé à la clôture du projet. Le temps disponible se réduit et certaines étapes clés nécessitent des décisions politiques rapides. L'équipe reste entièrement disponible pour accompagner les prochaines étapes », a-t-il insisté.

Le représentant de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés (CNDHL), Me Attick, s'est quant à lui réjoui de la collaboration fructueuse développée dans le cadre du projet. « Nous avons eu l'opportunité de contribuer à plusieurs activités, notamment dans le domaine de la protection judiciaire des victimes. À ce titre, notre institution a participé aux formations destinées aux forces de sécurité et aux magistrats du parquet afin de renforcer leurs capacités en matière de prise en charge et de protection des victimes », a-t-il expliqué. Selon lui, la protection des victimes reste une priorité pour la CNDHL. Il a plaidé pour le renforcement de la protection judiciaire et la

création d'une unité médico-judiciaire afin d'améliorer la prise en charge des victimes et la collecte des preuves.

De son côté, Djaffar Haniat Ahmed Ali, directrice de la Coopération internationale et représentante du ministère des Affaires étrangères a salué les progrès enregistrés dans la mise en œuvre du projet, mettant en avant les résultats obtenus en matière de protection sociale, de participation des femmes et des jeunes, ainsi que de renforcement de la société civile. Elle a souligné la capacité du consortium à s'adapter aux réalités du terrain, à gérer efficacement les ressources et à répondre aux priorités nationales en matière de genre et de jeunesse. Elle a conclu en saluant la confiance renouvelée de l'UE, matérialisée par un soutien financier de 3,85 millions d'euros sur une période de 36 mois. Selon elle, cet appui constitue un signal fort d'un partenariat qu'il convient de préserver, d'approfondir et d'élargir.

Nassuf Ben Amad



Ministère de la Santé et de la Protection Sociale

Direction Générale de la Santé

Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Offre de Soins de Santé (ODS)

Cellule de Gestion de Projet (CGP)
N° CKM 1105 01 N & 04 S & 05 T

Avis d'Appel d'Offres relatif à l'acquisition, livraison et mise en circulation d'un véhicule Pick up pour l'Inspection Générale de la Santé

Date : 08 mai 2026

Nom du Projet : Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Offre de Soins de Santé (ODS)

AON N° : ODS/2026/004

1. Le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale de l'Union des Comores a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement pour financer le coût de Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Offre de Soins de Santé (ODS). Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du présent marché **Acquisition, Livraison et Mise en Circulation d'un Véhicule neuf Pick up pour l'Inspection Générale de la Santé.**

2. Le Ministère de la Santé, de la Protection Sociale de l'Union des Comores sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Soumissionnaires éligibles pour la fourniture, d'un véhicule neuf Pick UP (4X4) au profit de l'Inspection Générale de la Santé.

3. Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la « **Cellule de Gestion du Projet ODS sis à la Direction Générale de la santé - Route de la corniche, Moroni (Union des Comores)** ou par téléphone au (+ 269) 733 23 41 / 343 86 07 ou par email : saiddjaffar@gmail.com avec copie à passationmarches773@gmail.com et prendre connaissance des Documents d'Appel d'Offres du lundi

au jeudi de 8 h 00 à 16 h 00 mn et vendredi de 8 h 00 à 13 h 00 (heure de Moroni – Comores).

4. Les Soumissionnaires intéressés peuvent obtenir les Documents d'Appel d'Offres complets en langue française en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus ou le télécharger via le site www.afd.dgmarket.com ou bien faire la demande écrite auprès des adresses e-mails ci-dessus.

5. Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahier des Clauses Administratives et Générales sont ceux du Document Type d'Appel d'Offres pour la Passation de Marchés de Fournitures de l'Agence Française de Développement.

6. Les Offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le mercredi 10 juin 2026 à 10h 00mn au siège du Projet sis à Moroni, Oasis. Les Offres doivent comprendre une garantie de soumission de l'Offre pour un montant de mille Euros (1 000 Euros) soit quatre cent quatre-vingt-onze mille francs comoriens (491 000 KMF).

7. Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui le souhaitent à cellule de gestion du projet Offre de soins sis à la

Direction Générale de la santé - Route de la corniche - Moroni, le 10 juin 2026 à 10 h 30.

8. Les exigences en matière de qualifications sont précisées dans :

a. **Éligibilité** (nationalité, conflit d'intérêts, Éligibilité au financement de l'AFD, Entreprise publique).

b. **Antécédents** en matière de non-exécution de marché (Antécédents de non-exécution de marché, Exclusion dans le cadre de la mise en œuvre d'une Déclaration de Garantie de Soumission ou du retrait de l'Offre au cours son délai de validité, Litiges en instance).

c. **Situation et Performance Financières** (Capacité financière (ratio de liquidité $\geq 1,1$ & ratio d'endettement $\leq 80\%$) ; Chiffre d'affaires annuel moyen sur les 3 dernières années (2023,2024,2025) $\geq 50\ 000$ Euros).

d. **Expérience** (expérience générale (Avoir un nombre minimum de 3 marchés de fournitures durant les 3 dernières années (2023 ; 2024 et 2025) ; expérience spécifique (avoir exécuté 2 marchés similaire de fourniture (marché de véhicules) dans les cinq dernières années (2021 ; 2022 ; 2023 ; 2024 et 2025).



Ministère de l'Éducation Nationale,
de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, de la Formation
et de l'Insertion Professionnelle – (MENERSFIP)



Projet Professionnalisation de l'offre de formation et Insertion - (PROFI)
Convention de Financement N° : CKM 1114 01 N
CELLULE DE GESTION DU PROJET

Avis d'Appel à candidature

Recrutement d'un Responsable Administratif et Financier au sein de la Cellule de Gestion du Projet PROFIL

Date de l'avis : 03 juin 2026

1. L'Union des Comores, représentée par le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement, de la Recherche Scientifique et de la Formation et de l'Insertion Professionnelles, a obtenu un financement de l'Agence française de Développement (les fonds), pour couvrir le coût du PROFIL et utilise une partie des fonds pour effectuer les paiements prévus au titre du fonctionnement de la Cellule de Gestion du Projet (CGP).

2. Placé/e sous la supervision directe **du/de la Coordinateur/trice de la CGP, le/la Responsable Administratif/ve et Financier/ère** du Projet est chargé/e d'assurer, conformément aux dispositions de La Convention de Financement et du Manuel de procédures du Projet, de toutes les opérations afférentes à la gestion budgétaire, financière et administrative du projet. Il/elle assiste le/la Coordinateur/trice dans la gestion administrative et financière du Projet.

3. Les termes de référence complets sont à retirer au secrétariat de la CGP PROFIL – **3ème étage de l'ancien siège du Ministère de l'Éducation Nationale, sis Place de l'Indépendance. Ils peuvent également être obtenus en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous** : Courriel : profi.coordinatrice2022@gmail.com, copies à profi.rpm2022@gmail.com

4. Dossier de candidature

Les candidats intéressés devront soumettre un dossier de candidature en langue française comprenant :

- o Une lettre de motivation qui démontre clairement les liens entre les exigences du poste et l'expérience du/de la candidat(e) (maximum 2 pages) ;
- o Un curriculum vitae (CV) détaillé Une copie certifiée de tous les diplômes et attestations mentionnés dans le CV ;
- o Les attestations de service ou preuves attestant de l'expérience professionnelle du candidat ;
- o Coordonnées de deux (2) personnes de référence (nom, prénom, titre, structure, téléphone, courriel)

1. Délai et lieu de dépôt des candidatures

Les dossiers de Candidature complet devra porter la mention : « **Recrutement d'un Responsable Administratif et Financier** », être adressé à **Mme la Coordinatrice du projet PROFIL** et déposé à l'adresse ci-dessus. **La date limite de dépôt du dossier est fixée au 24 juin 2026 à 12h00.**

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE, DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE



UNIVERSITE DES COMORES

COMMUNIQUE D'AVIS D'APPEL À CANDIDATURES

APPEL À CANDIDATURES POUR DES NOUVEAUX POSTES POUR LE RECRUTEMENT DES PERSONNELS ENSEIGNANTS

L'Université des Comores informe le public de l'ajout de nouveaux postes dans le cadre de l'appel à candidatures pour le recrutement d'enseignants au titre de l'année universitaire 2026-2027.

Pour faire acte de candidature, les candidats doivent, outre les conditions administratives fixées par les statuts de l'Université des Comores, remplir les conditions suivantes :

- Justifier d'une durée cumulée de contractualisation de **4 semestres** (non obligatoirement consécutifs) avec l'Université des Comores

- Justifier des diplômes, titres et qualifications d'un niveau minimum équivalent au **bac+5**

Les personnes intéressées sont invitées à consulter la liste actualisée des postes ouverts et à déposer leur candidature conformément aux modalités prévues par l'appel à candidatures.

La liste des postes actualisée est disponible à l'adresse suivante :

www.recrutement.univ-comores.com/poste

CALENDRIER OFFICIEL :

Ouverture enregistrement des candidatures **en ligne : 04 juin 2026**

Date limite des enregistrements en ligne : 18 juin 2026

FORMATIONS INTÉGRATION :

PIÈCES OBLIGATOIRES :

- > Copie acte de naissance
- > Copie certifiée carte nationale d'identité
- > Copie certifiée diplômes
- > Certificat de nationalité
- > Certificat médical d'aptitude physique et mentale
- > Extrait du Casier judiciaire
- > Lettre de motivation
- > Curriculum vitae actualisé
- > Pièces justifiant expérience/services/travaux selon poste

> Les candidats ont jusqu'au 18 juin (délai de rigueur) pour déposer en ligne la version numérique de leur dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP) dont le modèle et le guide d'utilisation sont disponibles sur demande à l'adresse électronique ci-dessous : recrutement@univ-comores.com

Dépôt des candidatures :

Le dépôt des candidatures se fera exclusivement en ligne à travers les liens ci-dessous. Tout dossier incomplet ou soumis hors délai ne sera pas pris en considération et sera automatiquement rejeté. Pour plus d'informations, veuillez contacter l'adresse électronique suivante : recrutement@univ-comores.com

Lien de candidatures : <https://www.recrutement.univ-comores.com>

Postes à pourvoir

1- Facultés des Sciences et Techniques

- > Géosciences
- > Chimie
- > Entomologie Agricole
- > Physique Énergétique
- > Physique et Océanographie
- > Sciences de l'Environnement
- > Volcanologie et Gestion des Risques
- > Physique du Globe et SIG
- > Sciences et Technologie

2- Institut Universitaire de Technologie

- > Électronique et Électricité
- > Algorithmique et Programmation
- > Systèmes d'Information et Bases de Données
- > Réseaux et Services Internet
- > Langue Arabe

3- Centre Universitaire de Patsy

- > Communication et Linguistique
- > Langues (Anglais Technique)
- > Environnement et Agroalimentaire
- > Industrie Agro-Alimentaire
- > Agroalimentaire
- > Droit Agricole
- > Agronomie et Production Végétale
- > Phytotechnie et zootechnie
- > Salubrité et hygiène alimentaire

PHARMACIE :

Renforcer les capacités de diagnostic in vitro

Pendant plus de quatre jours, s'est tenu à Nairobi un important séminaire pour le renforcement des capacités des techniques sur les dispositifs in vitro. Les Comores étaient représentées par un technicien de l'ANAMEV et un autre de l'OCOPHARMA. Une bonne expérience pour nos représentants dans la perspective d'une bonne prise en charge des tests in vitro, et éventuellement d'avoir les meilleures informations possibles sur l'état de santé de la personne diagnostiquée.

Du 25 au 29 mai, les participants à cet important atelier organisé en coopération avec le gouvernement kényan et l'OMS, ont tablé sur plusieurs sujets liés au thème sur les diagnostics in vitro. Des présentations techniques sur les dispositifs de diagnostic in vitro, aux sessions pratiques sur le transfert de technologies, en passant par les travaux de groupe, ou encore sur les études de cas, ont jalonné ces quatre jours. « Nous avons eu des échanges d'expériences entre participants et

experts de l'OMS, notamment, sur la mise en œuvre de certaines recommandations dans les pays participants », témoigne l'un des participants comoriens à cet atelier. Aux Comores, cela pourrait se traduire par la mise en place d'un vrai laboratoire biopharmaceutique, pour la fabrication de réactifs in vitro, voir sur la fabrication de différents types de sérums.

Cette formation a été organisée « pour renforcer les capacités des participants dans le domaine des diagnostics in vitro. Faciliter le transfert de technologies vers les pays en développement, tout en améliorant la disponibilité et la qualité des tests de diagnostic » explique Abdoukarim Moustapha, technicien de l'Agence Nationale des Évacuations Sanitaires, qui y a pris part. Pour lui l'ANAMEV avait tout à gagner à participer à l'atelier : « Cela nous a permis de renforcer nos compétences techniques, d'acquérir des nouvelles connaissances, grâce aux partages d'expériences avec d'autres institutions internationales et l'acquisition de connaissances pour améliorer les pratiques



nationales. »

Sur le plan institutionnel, cette participation a permis aux instances comoriennes de développer davantage leurs partenariats avec d'autres organismes africains et d'ailleurs. Mais comme la pharmacie est un monde de recherche perpétuelle, la présence d'une délégation como-

rienne est d'autant plus importante, en termes d'échanges avec les experts mondialement reconnus, mais aussi avec les organisations internationales. L'atelier a surtout permis aux représentants comoriens de monter en expérience. A charge maintenant aux autorités compétentes de mettre en place les outils

nécessaires pour permettre aux techniciens de bénéficier de plus de formations de ce genre et éventuellement la mise en place de vrais laboratoires de recherche dans ce domaine du diagnostic in vitro.

Imtiyaz



Projet FORTES Termes De Référence Réfèrent technique DSSR

Responsabilités et missions

Le/La réfèrent.e technique SSR du projet sera rattaché.e à la direction exécutive de l'ASCOBEF, sous l'autorité hiérarchique directe du directeur. Il/Elle travaillera en collaboration avec la chargée de projet et en étroite collaboration avec la coordinatrice du programme et les partenaires du du consortium FORTES (Ecpat, ASMAE et l'IPPF) dans le cadre des échanges techniques, du partage d'expérience et des aspects de coordination du projet.

Le poste est localisé au siège de l'ASCOBEF à Moroni. C'est un contrat à durée déterminée de deux (2) ans renouvelables en fonction des performances et de la durée du projet FORTES, sans excéder la période de mise en œuvre du projet.

A ce titre elle / il est responsable de :

Assurer l'expertise technique sur la SSR, en relation avec la tranche d'âge ciblée par le projet (11-18 ans),
Garantir la qualité et la pertinence des interventions et actions de renforcement des capacités,
Appuyer la conception et la mise en œuvre des activités liées à la SSR
Promouvoir une approche multisectorielle, inclusive et centrée sur les besoins des OSC et adolescentes bénéficiaires,

Appui technique et qualité des interventions :

Renforcement des capacités : Elle/il :

Suivi, évaluation et capitalisation :

Profil du candidat Expérience / Formation

• Spécialiste en Santé Publique, avec une compétence avérée en SSR,
• Avoir au moins 3 ans d'expériences dans la thématique de DSSR,

• Expérience en renforcement de capacités des organisations de la société civile et/ou des collectivités locales et/ou institution de coopération ;
• Expertise de publics en situation de vulnérabilité, avec une attention sur l'intégration de personnes en situation de handicap ;
• Expérience dans la gestion des personnes survivantes des VBG, mise en œuvre des activités de prévention et de lutte contre les violences basées sur le genre.
• Expérience avérée dans l'organisation et la mise en œuvre des programmes de formation et de recherche en santé publique
Expérience avérée dans les activités de recherches en santé
• Bonne compréhension des approches SERA;
• Expérience avec les adolescents.e.s et jeunes sur les questions de DSSR, VBG et autonomisation

Aptitude

• Excellente capacité interpersonnelle, de leadership et motivé ;
• Sens de la responsabilité, autonomie et esprit d'initiative et d'équipe, force de proposition
• Réelle aptitude à évoluer dans un environnement inclusif, caractérisé par la diversité culturelle, linguistique, générationnelle et engagé activement contre le racisme et toutes formes de discrimination ;
• Adhérer à une approche féministe intersectionnelle, animée par un engagement fort en faveur des droits et de la justice en santé sexuelle et reproductive, à lutter contre les violences basées sur le genre et l'accès à l'éducation et la citoyenneté pour les adolescentes ;
• Soutenir les droits de toutes les personnes, quelles que soient leur orientation sexuelle, leur identité ou expression de genre ;
• Capacité pédagogique dans l'organisation et l'animation des sessions de formation,
• Capacité de promouvoir de nouvelles idées, de développer des approches participatives ;
• Être prêt.e à se déplacer dans les territoires concernés par le programme.

• Langues : Bonne maîtrise de la langue française (parlée et écrite). L'anglais un atout)
• Bonne maîtrise des outils informatiques ;

Dossier de candidature

Chaque dossier de candidature doit comporter :
• Une lettre de motivation du candidat ;
• Un curriculum vitae (CV) actualisé ;
• Les copies des certificats et diplômes ;
• Une copie de certificat de travail, pour le dernier poste occupé,
• Une copie du passeport ou de la carte d'identité du candidat.
• Une photo d'identité.

Soumission des candidatures

Les dossiers de candidatures peuvent être envoyés :
• Par porteur, à l'adresse suivante :
Secrétariat de l'ASCOBEF
Avenue de l'ambassade de Chine- Rond-point Coulée Moroni
Avec la mention : Pour des adolescentes **F.O.R.T.E.S ! (Féministes Organisées et Renforcées pour Tisser l'Égalité et la Solidarité)**

• Postuler par mail, à l'adresse suivante : secretariat@ascobef.org
Avec en objet : Pour des adolescentes F.O.R.T.E.S ! (Féministes Organisées et Renforcées pour Tisser l'Égalité et la Solidarité)

La date limite de dépôt de candidature est fixée au **19 juin 2026 à 12h**. Seul.es les candidat.es retenu.es pour l'entretien seront contacté.es.

Pour obtenir l'intégralité des termes de référence s'adresser au secrétariat de l'ASCOBEF à la Coulée ou visiter les pages Facebook



UNION DES COMORES

Unité - solidarité - développement

MINISTRE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME CHARGE
DES AFFAIRES FONCIERES ET DES TRANSPORTS TERRESTRES

Programme Régional de Résilience Climatique (PRRC)

Financement de la BM : Subvention IDA_E191-KM



AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR LE DEVELOPPEMENT D'UNE BASE DE DONNÉES GEOREFERENTIELLE DES ACTIFS URBAINS ET DE LEUR EXPOSITION AUX ALEAS NATURELS POUR LES VILLES DE MORONI, MUTSAMUDU ET FOMBONI (PRRC)

SELECTION DE CONSULTANT PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE MONDIALE

UNION DES COMORES
PROJET REGIONAL DE RESILIENCE CLIMATIQUE (PRRC)
N° de don : IDA-191-KM
N° de référence : 2026-07-BDGEO/MATUAFTT-UGP/PRRC
Date de l'Avis : le 03 JUIN 2026
Date limite de cet avis : 17 JUIN 2026 à 14H00 (heure locale)
Approche : Ouverte Nationale

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale, pour couvrir les coûts des activités du Projet Régional de Résilience Climatique (PRRC) et, à l'intention d'utiliser une partie de ce Don (Don N°E191-KM), pour effectuer les paiements au titre du contrat des services d'un « **Consultant individuel pour le développement d'une base de donnée géo référentielle des actifs urbains et de leur exposition aux aléas naturels pour les villes de Moroni, Mutsamudu et Fomboni** du Projet Régional de Résilience climatique (PRRC)

1. Missions du Consultant individuel

Dans une perspective de réduction des impacts humains, économiques, sociaux et environnementaux liées aux risques naturels, le MATUAFTT, se propose à travers le PRRC, de recruter un Consultant individuel pour assister la Cellule de Cartographie de la DATUH dans l'élaboration d'une base de données géo référentielle des actifs urbains et de leurs expositions aux aléas naturels pour les villes de Moroni, Mutsamudu et Fomboni.

Les objectifs spécifiques poursuivis sont les suivants :

- Renforcer la Gouvernance des données territoriales par la structuration d'un référentiel spatial des actifs urbains aux risques naturels ;
- Centraliser et harmoniser les données relatives aux actifs urbains des villes de Moroni, Mutsamudu et Fomboni ;
- Permettre l'analyse spatiale de l'exposition des actifs urbains aux risques naturels sur la base des couches d'aléas mises à disposition dans le cadre de l'étude nationale de cartographie multi-aléas ;
- Améliorer l'aider à décision en matière de planification urbaine et de priorisation des investissements résilients ;
- Renforcer la préparation institutionnelle face aux catastrophes par une meilleure connaissance des expositions.

1. Profils et compétences requis

Le consultant doit répondre au profil suivant :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau Master, diplôme d'ingénieur ou équivalent, dans l'un des domaines suivants : environnement et/ou développement durable, et/ou systèmes d'information géographique (SIG), gestion des risques naturels, ou toute autre discipline pertinente au regard de la mission ;
- Justifier d'une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) années dans les thématiques liés à la gestion des risques de catastrophes et/ou dans des domaines similaires, démontrant une bonne connaissance du contexte national en lien avec la réduction des risques de catastrophes ;
- Justifier d'au moins une référence avérée dans des travaux relatifs au développement ou à l'élaboration de base de données, notamment géoréférencées ;
- Justifier d'au moins une référence dans des exercices de concer-

tation avec des acteurs issus de différents secteurs et institutions concernées par la gestion des risques naturels en milieu urbain.

Une expérience de travail sur le thème avec des institutions comoriennes et/ou avec une agence des Nations Unies et/ou une agence de développement, basé à Moroni, constituera un atout ;

Compétences requises :

Le Consultant devra notamment :

- Faire preuve de sensibilité multiculturelle et de capacité d'adaptation ;
- Faire preuve d'équité et d'intégrité professionnelle ;
- Disposer d'une connaissance approfondie des problématiques liés au traitement, à la gestion et à l'exploitation des données ;
- Démontrer une forte capacité à coordonner et à travailler en équipe, y compris dans des environnements complexes.

Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement - Sixième Edition Février -2025 « Sélection de Consultants Individuels (SCI) ».

Les termes de référence détaillés (TDRs) pour cette mission peuvent être obtenus à l'adresse email indiquée ci-après : rcrpcomores@gmail.com / samil.chakira@outlook.com

Les manifestations d'intérêt rédigées en français constituées d'un (01) dossier doit être déposés sous plis fermés avec la mention : « **Recrutement d'un Consultant individuel pour le développement d'une base de données géo référentielle des actifs urbains et de leur exposition aux aléas naturels pour les villes de Moroni, Mutsamudu et Fomboni** pour le Marché de **Consultation Référencée 2026-07-BDGEO/MATUAFTT-UGP/PRRC, avant 14H00 Le 17 Juin 2026.**

2. Composition de dossiers de candidature :

- Une lettre de motivation, présentant la compréhension de la mission, les enjeux techniques liés au développement d'une base de données géoréférencée sur les risques naturels en milieu urbain, ainsi que l'approche générale proposée ;
- Un curriculum vitae (CV) détaillé et signé, mettant en évidence les qualifications académiques, l'expérience professionnelle pertinente et les références de missions similaires, avec les coordonnées des personnes de référence ;
- Des exemples de travaux ou rapports similaires réalisés, notamment en lien avec l'élaboration ou le développement de bases de données géoréférencées, les systèmes d'information géographique (SIG) et/ou la gestion des risques naturels (le cas échéant) ;
- Des attestations des précédentes références, confirmant la qualité des prestations réalisées et le respect des délais contractuels (le cas échéant).

À l'attention de : M. SAMIL CHAKIRA

Coordonnateur National

Projet Régional de Résilience Climatique (PRRC)

Email : rcrpcomores@gmail.com; samil.chakira@outlook.com

Téléphone : +269 733 26 09

Adresse : Moroni, quartier ambassadeur, Enceinte de l'Union des Mecks, entrée corniche rez de chaussée du bâtiment situé à l'ouest.